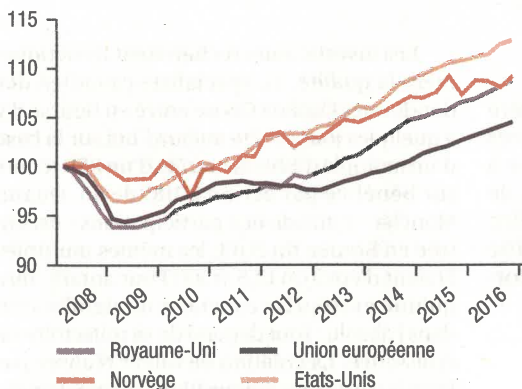
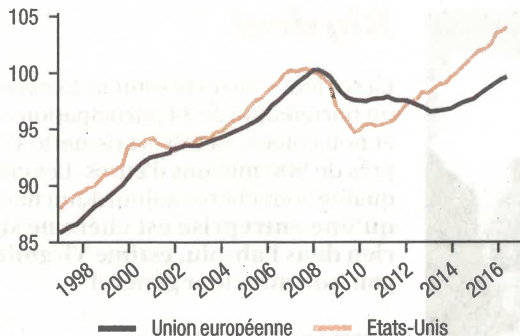


# L'économie européenne, un bateau ivre à la dérive

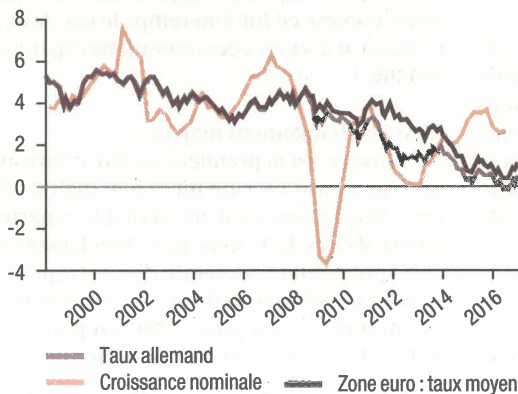
**PIB réel** (Base 100 = Q1 2008)



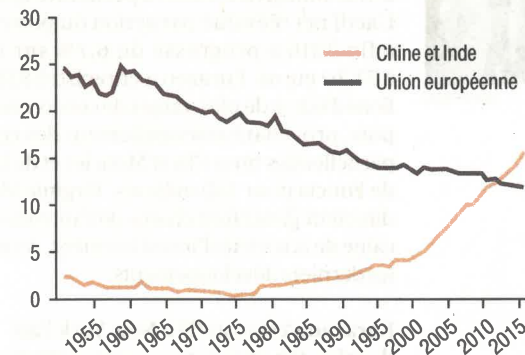
**Emploi aux Etats-Unis et en zone euro**  
(Base 100 = 01/01/2008)



**Zone euro : taux 10 ans allemand et zone euro vs croissance nominale en zone euro** (En glissement annuel)



**Poids dans les exportations mondiales** (En %)



« LES MARCHÉS FINANCIERS se focalisent sur le risque d'élection de Marine Le Pen et tout laisse prévoir qu'au lendemain du 7 mai, ils seront soulagés de voir qu'elle n'est pas parvenue à être élue. Ils ont tort. Pour la France et dans une certaine mesure pour l'Europe, les ennuis commenceront à ce moment-là ! » L'économiste Jean-Pierre Petit, qui préside les *Cahiers verts de l'économie*, n'est clairement pas optimiste sur les perspectives de la France et plus généralement de l'Europe à se réformer au cours des prochaines années.

« Partout, sur le Vieux Continent et dans les pays développés, on assiste à une impossibilité de mettre en place des majorités stables et cohérentes, à cause de l'émiettement électoral et de la remise en cause du bipartisme, explique-t-il. En Espagne, le gouvernement est minoritaire ; en Italie, il est impuissant à un an d'élections très compliquées ; au Portugal, la majorité est très fragile et l'émergence de Martin Schulz en Allemagne - si elle se confirme - pourrait même conduire à un retour en arrière sur certaines des réformes Schroeder. »

**Fédéralisme.** La France, dans ce panorama, n'est guère en meilleure position. « Notre pays est un maquis de rentes, doublé d'un mille-feuille institutionnel sous inflation législative ; le seul moyen de le réformer serait d'être dans un moment thatchérien mais les circonstances actuelles ne le permettent pas, assène-t-il. Les camps Mélenchon, Le Pen et

**« Notre pays est un maquis de rentes, doublé d'un mille-feuille institutionnel sous inflation législative ; le seul moyen de le réformer serait d'être dans un moment thatchérien mais les circonstances actuelles ne le permettent pas »**

Hamon totalisent 55% des voix, c'est-à-dire que les candidats considérés comme plus réformistes, à savoir François Fillon ou Emmanuel Macron, ne sont pas majoritaires dans l'opinion. »

Ce blocage politique intervient, rappelle l'économiste, sur fond d'affaiblissement indéniabla de l'Europe au plan économique, qui avance « tel un bateau ivre entre détricotage et incohérence générale ». Le Vieux Continent ne pèse ainsi plus que 12% des exportations mondiales, contre 15% pour la Chine et l'Inde, les deux courbes s'étant croisées au début des années 2010. A 100 en 2008, le PIB réel de l'Europe est seulement de 105 huit ans

plus tard, soit une progression d'à peine 5%. Il est à 113 aux Etats-Unis, 110 en Suisse et 108 en Grande-Bretagne. « L'Europe s'est distinguée par une politique monétaire inadaptée au début de la crise, une surenchère budgétaire qui a conduit à trop vouloir réduire les déficits et a une surenchère prudentielle ayant freiné les initiatives des acteurs économiques », résume Jean-Pierre Petit.

De fait, l'indicateur le plus marquant de cette absence de réaction politique solide est très éclairant, bien qu'un peu technique : « La croissance nominale de l'Europe a été inférieure aux niveaux des taux entre 2008 et 2014, signe que nous avons été plongés dans un choc récessif durable qui a lourdement affecté l'économie potentielle. » Ce qui n'empêche pas la zone de connaître actuellement un niveau de croissance particulièrement élevé, proche de 2,5% en rythme annualisé. La période serait donc particulièrement propice aux réformes structurelles, sauf que les gouvernements en place n'en ont quasiment pas les moyens.



SIPA PRESS

**Statu quo contre-productif.** L'idéal serait d'accélérer dans le fédéralisme, « mais le fédéralisme ne résout pas tout non plus, prévient le président des *Cahiers verts*. Certes, le statu quo actuel est contre-productif et la perspective de sortie de la zone est perçue comme aventuriste et dépressive, mais la fédéralisation n'est pas non plus la garantie d'une solution optimale pour chaque nation, ni pour l'ensemble de la zone, ne serait-ce que parce que l'existence même d'une fédération ne signifie pas toujours le renflouement des Etats membres défaillants. Enfin, peut-on imaginer une véritable solidarité européenne alors que la solidarité intra-étatique recule ? »

Cette Europe impuissante à avancer rappelle par certains côtés la situation de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. « L'après krach bancaire de Vienne en 1873 a marqué le début d'une longue période de stagnation qui s'est étendue pendant plusieurs décennies, jusqu'en 1896, rappelle Jean-Pierre Petit. C'était une époque marquée par beaucoup de mutations technologiques, l'émergence d'une mondialisation, mais également des tensions autour des migrations, des crispations protectionnistes à l'image des tarifs douaniers allemands mis en place par Bismarck en 1879. » Une période brièvement effacée par la Belle Epoque mais ayant posé les ferments d'un nationalisme exacerbé, qui a débouché sur la Première Guerre mondiale.

**Jean-Pierre Petit,** président des *Cahiers verts de l'économie* : « La croissance nominale de l'Europe a été inférieure aux niveaux des taux entre 2008 et 2014, signe que nous avons été plongés dans un choc récessif durable. »

Cyrille Lachèvre  
@CyrilleLachevre 